Cœur, vitesse, pesticides, poignée de porte.

Toujours en quête d'un « oscar » pour sa plus grande gloire, les entrées de notre cité se voient décorées d'un « BIGANOS VILLE PRUDENTE ».
L'édile-président avait obtenu ce label de la Prévention Routière à l'issue d'une envolée vers Paris lors du congrès des maires.

Notre cité avait été gratifiée de l'échelon 1, matérialisé par un cœur.
Depuis le 27 mars, nous savons que nous n'avons pas l'exclusivité sur le Nord Bassin puisque la presse régionale nous précise que notre voisine de la COBAN, Arès, a obtenu 2 cœurs.
Cette distinction a été reconnue en raison de la réelle prise de conscience des élus de cette cité en matière de sécurité : piétons, cyclistes, respect des limitations de vitesse, etc.
Mais notre cœur est-il vraiment représentatif quand on constate chaque jour combien les règles de la Prévention Routière sont bafouées, oubliées ? Limitations de vitesse, trottoirs envahis par les véhicules stationnés, circulation chaotique du fait de travaux tous azimuts, cyclistes et piétons invités à emprunter un trottoir qui n'existe pas !!
Le 2ème cœur n'est pas pour demain si les « yeux » de la Prévention Routière surveillent le respect des engagements pris dans l'ambiance euphorique du congrès des maires. Mais une autre nouveauté est apparue, affirmant que nous disons NON AUX PESTICIDES. Voilà le nouveau credo de l'édile-président, sûrement aiguillonné par les débats engagés pour la nouvelle campagne électorale, objectif mai 2020.
Il n'était pas utile de le claironner ainsi, nous le savons bien et sommes très conscients de l'enjeu ; et pour ce qui est de la ville, nous nous étions rendu compte, vu l'état dans lequel se trouvent nos trottoirs, nos voiries, notre cimetière, et ce, depuis longtemps déjà, que les pesticides n'étaient pas de sortie. Mais nous constatons (en même temps) que les raclettes à désherber qui sont à l'œuvre chez nos voisins, n'ont plus droit de cité à Biganos. Et il n'est pas envisagé de les remplacer car les finances sont réservées aux grands travaux. Il n'y a même pas de sous pour remplacer une poignée de porte, et pire encore, pour effacer quelques inscriptions désagréables sur les murs des bâtiments publics.
Il faut payer quelque 8 M€ d'investissements nouveaux, s'ajoutant à ceux qui sont déjà en cours, non payés car non engagés. Mais soyons fiers, nous sommes labellisés et oscarisés.{jcomments on}